

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Essai

Marie-Ève Sévigny, Samuel Mercier et Evelyne Ferron

Numéro 174, été 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91092ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sévigny, M.-È., Mercier, S. & Ferron, E. (2019). Compte rendu de [Essai]. *Lettres québécoises*, (174), 64–69.

Désir d'enfer, devoir de mémoire

Marie-Ève Sévigny

L'éthnologue et documentaliste Pierrette Lafond comble le bibliophile par sa *Promenade en Enfer*, rappelant que l'histoire du livre est aussi celle de la censure.

Au moment d'écrire ces lignes, Yvan Godbout et Nycolas Doucet, auteur et éditeur du roman d'horreur *Hansel et Gretel* (ADA, 2017) sont accusés au criminel de production et de distribution de pornographie juvénile. Ils subiront directement leur procès, sans enquête préliminaire. Le drame semble irréel tant il rappelle les célèbres causes des *Fleurs du mal* et de *Madame Bovary* (1857), attaqués en justice pour outrage aux bonnes mœurs – tout en ressuscitant le cauchemar de la censure ecclésiastique qui a si longtemps accablé le Québec. Tel est le destin de la pensée quand les pouvoirs politique et judiciaire s'approprient la « morale » bourgeoise de leur temps.

Fascination de l'Enfer

En matière de censure, Pierrette Lafond en connaît un chapitre, ayant pour ainsi dire consacré sa vie à la collection de livres anciens du Séminaire de Québec, cette immense bibliothèque surnommée « l'Enfer » pour avoir été mise à l'index par l'autorité religieuse jusqu'au Concile de Vatican II (1965). Les bibliophiles se rappelleront les foules que M^{me} Lafond déplaçait, au Musée de la civilisation de Québec, quand elle sortait ses trésors des rayonnages, la passion qui l'animaient quand elle les présentait au public. Son livre est moulu de la même farine, soit un solide savoir, sans prétention, porté par une fièvre contagieuse.

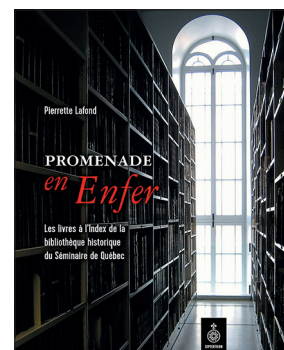
Il faut saluer le plaisir évident de l'autrice et du Septentrion à agrémenter le propos d'une iconographie riche et éloquente, où les photos actuelles des voûtes archivistiques répondent aux images anciennes de la première Université Laval ; où vieux tableaux et gravures abondent pour illustrer des vignettes éclairantes (par exemple, le fait que la lecture ait longtemps été considérée comme nocive pour les femmes, et que plusieurs d'entre elles, encore aujourd'hui, n'ont pas le droit de lire dans plusieurs pays) ; où les portraits de Galilée, Martin Luther, Henri-Raymond Casgrain, Camille Roy jalonnent l'histoire de l'écrit et de l'imprimé ; où les facsimilés (*Bible selon la Vulgate*, 1556 ; Clément Marot, *Les psaumes en rime française*, 1562 ; Candido Brognolo, *Manuel d'exorcisme*, 1658 ; *Le Saint Concile de Trente*, 1685 ; Diderot et D'Alembert, *L'Encyclopédie*, 1751 ; Jean-Charles Harvey, *Les demi-civilisés*, 1934) font ressentir jusqu'à la poussière les lecteurs qui les ont annotés au plomb, caviardés à l'encre. Beaucoup d'amour a été consacré, par ce livre, à l'évolution de la pensée humaniste, à sa résistance contre l'obscurantisme.

Faites ce que je dis, pas ce que je fais

Promenade en Enfer, loin de céder au banal fétichisme, arrive à équilibrer discours savant et vulgarisation. L'évolution de la bibliothèque du Séminaire de Québec illustre en quelque sorte le parcours sinueux des fonds de livres et d'archives à travers le temps et les caprices religieux. Lafond renoue les fils de son enquête

dans une telle fluidité que le lecteur l'entendra presque parler. Si elle retrace l'origine des ouvrages séminaristes jusqu'à l'ancienne bibliothèque du Collège des Jésuites (1632 : Molière n'avait que dix ans), c'est pour mieux expliquer les particularités du fonds en question – en l'occurrence, la fascination des Jésuites pour les textes jansénistes proscrits en France. Même chose avec les sept livres ayant appartenu aux Récollets, « intéressants puisqu'ils renferment des notes manuscrites ainsi que les signatures de propriétaires antérieurs, permettant de suivre le trajet du livre au fil de ses possesseurs successifs. » Le fonds de l'Archevêché de Québec révèle de son côté le péché mignon de certains prélats, comme M^{gr} d'Esgly, évêque de 1784 à 1788, de qui nous tenons la première édition du *Contrat social* (1762) de Jean-Jacques Rousseau, interdite en France. Certains oubliés de l'histoire, comme le curé Charles-Joseph Brassard dit Descheneaux et sa bibliothèque de deux mille volumes, contredisent le cliché prétendant que la noblesse canadienne prisait peu la littérature. À la lecture de tous ces exemples, on n'ose imaginer l'état du Québec actuel si l'Église canadienne avait pris le parti du savoir universel plutôt que celui de l'ignorance et de la foi aveugle.

La conclusion de *Promenade en Enfer* rappelle la persistance chez nous de l'esprit de censure, même en notre ère soi-disant libérée. Là où Pierre Hébert (*Dictionnaire de la censure*, 2006) évoque une « censure sourde », Marc Angenot (« L'esprit de censure et ses progrès », *Argument*, 2018) souligne le paradoxe actuel où, « [f]aute d'autorité suprême, de consensus civique et de valeurs indiscutées dans une société éclatée et confuse, on voit converger de diverses parts des efforts pour re-moraliser le social – le public, mais aussi le privé et l'intime –, le réglementer dans les moindres détails ». Plus qu'un touchant exercice d'admiration, l'ouvrage de Pierrette Lafond est un appel à la vigilance : « Parce qu'il semble que le livre mis à l'Index contienne deux histoires : celle inscrite par l'auteur au fil des pages et la sienne propre, sa biographie d'objet, dont une partie a été écrite par la censure. D'en faire lecture s'est imposé comme un devoir de mémoire. » ♦



☆☆☆☆

Pierrette Lafond

Promenade en Enfer

Montréal, Septentrion

2019, 400 p., 39,95 \$

Le toit du monde

Marie-Ève Sévigny

Dans *Le droit au froid*, l'activiste inuit Sheila Watt-Cloutier illustre loquemment combien les changements climatiques aliènent les droits de la personne.

Encore aujourd'hui, la parole et l'action d'une femme autochtone pèse moins que celles du mâle blanc. Malgré le fait que son action politique et militante remonte à plusieurs décennies, et même si, dans les milieux altermondialistes, elle est une figure hautement estimée, la célèbre Inuit de Kuujuaq, nommée en 2007 pour le prix Nobel de la Paix, verra celui-ci accordé à Al Gore – si sympathique soit-il. Watt-Cloutier en sera quitte pour le « Nobel alternatif » (Right Livelihood Award, 2015). Loin de s'épancher sur les nombreuses injustices qui l'ont frappée au cours de sa vie, l'autrice livre plutôt ici le passionnant exposé des différentes prises de conscience qui l'ont menée à se battre, non seulement pour la protection de l'Arctique, mais aussi pour l'avenir de la planète et les droits humains.

Récupérer le pouvoir

Ce vibrant plaidoyer sous forme de récit prend sa source dans l'enfance de Watt-Cloutier, placée par les autorités canadiennes au pensionnat Churchill (Manitoba), avec d'autres jeunes Inuits doués, pour devenir des interlocuteurs du pouvoir blanc. Certains traitements infligés aux enfants des années 1960, comme ces douches communes de désinfection à l'arrivée, scandalisent, mais jamais la narratrice ne cède au ressentiment à l'égard des Blancs, même si ce ne sont pas les motifs qui manquent. Pensionnats, relocalisations, imposition de la langue anglaise, abattage des chiens constituent autant de facteurs d'une grave crise sociale chez les Inuits. Pourtant, le propos du livre, s'il dénonce les coupables, n'appelle pas tant la punition que les solutions. La lecture n'en est que plus consensuelle.

Témoignage des changements matériels du territoire arctique, qui affecteront radicalement les us et coutumes des Inuits, Sheila Watt-Cloutier s'engage pour améliorer le sort de son peuple, dans le milieu de la santé d'abord, puis dans celui de l'éducation. Sa grande qualité est de dédaigner la division au profit du rassemblement :

[A]vec la création de nombreuses organisations inuit, y compris sur le plan international, nous allons entreprendre de récupérer le pouvoir sur nos communautés et de défendre nos intérêts dans le Nord et sur la scène internationale. [...] Si nous voulions sérieusement rompre avec les dépendances et adopter une vie plus saine, une vie dont celles et ceux de ma génération se souviennent encore, il fallait s'attaquer à l'absence de la liberté de choisir.

Le précepte, on l'aura compris, ne s'adresse pas qu'aux Autochtones – c'est d'ailleurs l'un des grands intérêts du livre, qui pourrait presque être reçu comme un modèle.

Tout est relié

La véritable épiphanie se produira en 1995, quand l'activiste réalisera que les conditions de vie de son peuple se sont dégradées jusque dans sa nourriture, les aliments traditionnels et le lait maternel étant

lourdement contaminés par des polluants organiques persistants (POP), avec de graves effets sur la santé publique. La situation est d'autant plus dramatique que les populations arctiques se trouvent d'impuissantes face aux pratiques du Sud industriel qui l'empoisonnent. Certaines pages du livre sont à hurler, par exemple quand les minières canadiennes et américaines s'installent dans l'Arctique, s'enrichissant de la fonte du pergélisol, conséquence de leur propre action.

Présidente internationale du Conseil circumpolaire inuit, Watt-Cloutier sera amenée, dans sa bataille contre les POP et les changements climatiques, à côtoyer des populations inuites qui, bien qu'essaimées en Alaska, en Sibérie, au Groenland ou au Canada, se retrouvent liées au-delà des pays qui les restreignent : « Nous vivons une grande proximité spirituelle, alors que nous pouvons être séparés par de grandes distances. Les pays dans lesquels nous vivons peuvent être radicalement différents, nous nous reconnaissons dans un mode de vie, unique par ses racines. Nous, les Inuits, formons un peuple vivant sur le toit du monde. »

Là où la militante fera mouche, ce sera à la Convention de l'ONU sur le climat (2003) : malgré les crocs-en-jambe de plusieurs fonctionnaires et diplomates canadiens, elle arrivera à faire reconnaître que les changements climatiques ne nuisent pas qu'à l'environnement, mais aussi aux droits civiques : « [À] une époque où de graves dommages sont causés à l'environnement, la liberté économique, sociale et culturelle des personnes est affectée non seulement par un déficit de liberté civile ou politique, mais aussi par les aléas du climat et la dégradation de l'environnement. »

À l'image de ce combat qui est loin d'être terminé, *Le droit au froid* transcende la seule réalité inuite, pouvant inspirer la plupart des luttes actuelles contre la brutalité du néolibéralisme. En offrant des avenues totalement différentes de celles imposées par l'industrie occidentale, en prouvant combien rassembler les forces vives peut avoir des conséquences positives sur l'avancement du monde, Sheila Watts-Cloutier nous ouvre toutes grandes les fenêtres. Un récit qui, même s'il mériterait d'être resserré pour éviter certaines redondances et effets de longueur, n'en reste pas moins nécessaire et rassérénant. ♦



☆☆☆

Sheila Watt-Cloutier

Le droit au froid

Traduit de l'anglais (Canada)

par Gérald Baril

Montréal, Écosociété

2019, 360 p., 30 \$

Cessons de publier des thèses

Samuel Mercier

Avec *Habiter l'imaginaire*, Maude Deschênes-Pradet présente une défense tout à fait convaincante d'une géocritique des lieux inventés, mais dans un format qui risque d'en repousser plus d'un.

Cette critique sera, je vous l'avoue, un peu injuste envers l'excellent travail de Maude Deschênes-Pradet dont la thèse vient d'être publiée chez Lévesque éditeur. Après tout, ce n'est pas de sa faute si l'Institution demande à ses membres de se plier à certaines règles non écrites, l'une d'entre elles étant de publier sa thèse pour ajouter une ligne au curriculum vitæ.

Je l'écrivais encore récemment, mais il est étrange de retrouver ce genre de publication aujourd'hui, alors que les thèses sont disponibles en ligne, et que ceux que ça intéresse savent déjà comment les consulter. Il faut dire que la thèse est un exercice particulier qui impose une forme à laquelle le civil ordinaire n'est pas nécessairement habitué. Pourquoi ne pas en revoir le format, en tirer quelque chose de condensé qui soit communicable et qui justifie qu'on l'imprime ?

Un des passages obligés de cette forme, ce sont les « chapitres théoriques » où l'on passe un temps fou à expliquer *comment* on va dire les choses avant de finalement se décider à dire quelque chose. Cette partie peut être d'un ennui propre à faire fuir 99 % des lecteurs. La conclusion de Deschênes-Pradet selon laquelle « l'approche géocritique permet bel et bien de dégager la spatialité inhérente aux lieux inventés » est un exemple-type de cette de réflexion. Qui se le demandait ?

Le démon de la théorie

Dans le cas d'*Habiter l'imaginaire*, la théorie est tout de même un des aspects les plus forts de l'ouvrage. Au long des 94 premières pages, Deschênes-Pradet met en place toute une réflexion sur l'espace littéraire, qui combine les travaux classiques de Maurice Blanchot, de Gaston Bachelard et d'Henri Lefebvre à ceux de Bertrand Westphal, de Michel Foucault ou de Gilles Deleuze et Félix Guattari.

Je viens de vous perdre en ne citant que des noms ? Ne vous inquiétez pas, je vous explique : l'idée centrale de la thèse de Deschênes-Pradet est de combiner deux approches théoriques, celle des théories de l'espace littéraire et celles, plus récentes, de la géocritique afin de montrer qu'il est possible d'étudier les espaces imaginaires qui se retrouvent dans les récits de science-fiction, un peu comme s'il s'agissait de lieux réels. La spatialité inventée serait, pour le résumer, en dialogue avec la spatialité réelle, et étudier l'un permet sans aucun doute d'éclairer l'autre.

Cette démonstration, en soi, est d'une grande utilité pour qui s'intéresse aux théories de l'espace en littérature. Cependant, comme je le disais tout à l'heure, la plupart des lecteurs n'en auront pas grand-chose d'autre à dire que : « Ah bon, d'accord. »

Pourquoi imprimer des thèses ?

Le corpus que choisit Deschênes-Pradet pour mener à bien sa réflexion vient encore obscurcir cette démonstration. Les *Récits de*

Médilhault d'Anne Legault (1994), *Les Baldwin* de Serge Lamothe (2004), *L'aigle des profondeurs* d'Esther Rochon (2002) et *Hôtel Olympia* d'Élisabeth Vonarburg (2014) ne sont pas exactement des livres très étudiés, et le caractère québécois et peu connu des ouvrages tend à limiter la portée de ses démonstrations. Alors que l'autrice part d'une grande réflexion sur la spatialisation de la littérature, elle semble vouloir appliquer ces conclusions à quelques micro-cas de l'extrême contemporain au Québec.

Il est facile de lire l'intérêt de Deschênes-Pradet pour ce corpus négligé, et sa volonté de nous en montrer l'importance est sans doute louable, mais il y a là un problème d'échelle, de lectorat. À qui s'adresse-t-elle ? Le fan de science-fiction ira consulter les chapitres spécifiques, le théoricien de la littérature ira lire les chapitres théoriques, mais c'est comme si cette thèse n'était pas un livre.

Bien sûr, il ne faut pas blâmer Deschênes-Pradet, qui n'a fait que son travail, mais il y a de quoi être sceptique face à un éditeur qui publie un ouvrage condamné d'avance à n'être vendu qu'aux bibliothèques (et encore, elles ont l'acquisition tranquille ces derniers temps). Les thèses publiées et les actes de colloque sont deux exemples de pratiques qui devraient disparaître, mais à laquelle la logique subventionnaire contraint les gens de participer, tant parce qu'elle finance les éditeurs que parce qu'il faut publier pour accéder aux postes ou au financement.

C'est bien dommage parce que Deschênes-Pradet avait quelque chose à dire. Le format de ce livre l'éloigne de son public. Je ne sais pas qui gagne à ce jeu. La chercheuse sera peu lue alors que sa réflexion pourrait ratisser plus large. Il y avait deux livres dans *Habiter l'imaginaire*, un sur les théories de l'espace en littérature, un sur la science-fiction au Québec.

On parle souvent dans certains milieux de l'Université comme d'une « tour d'ivoire » déconnectée du « vrai monde ». C'est loin d'être vrai. Rien dans ce que Deschênes-Pradet n'écrit n'est obscur ou inaccessible. Il aurait malheureusement fallu imaginer une façon de le mettre en forme qui ne soit pas cette publication d'un exercice scolaire. ♦



☆☆

Maude Deschênes-Pradet
*Habiter l'imaginaire : pour une
géocritique des lieux inventés*

Montréal, Lévesque
2019, 240 p., 29 \$

Un vieux con sympathique

Samuel Mercier

Denis Vaugeois a défrayé les manchettes en février dernier pour avoir minimisé l'importance des pensionnats autochtones au Québec. Qu'en est-il du livre dont il faisait la promotion ?

Tous les historiens au Québec connaissent Denis Vaugeois. Ex-ministre péquiste, fondateur des Éditions du Septentrion, coauteur du *best-seller Canada-Québec* avec Jacques Lacoursière et Jean Provencher, Vaugeois est un éléphant dans le petit monde de l'historiographie québécoise, un incontournable qui a laissé sa marque tant chez les spécialistes que dans la sphère publique.

C'est sans doute par déférence pour cette carrière exemplaire que le professeur à l'UQAM Stéphane Savard a pondu ce livre-bilan constitué d'une série d'entretiens avec Denis Vaugeois, qui retracent son parcours, de son enfance en Mauricie jusqu'à aujourd'hui en passant par le travail d'éditeur et les bancs de l'Assemblée nationale.

Ce genre d'exercice reste généralement discret. On organise un lancement, on choisit un joli lieu, on commémore l'œuvre, on se fend de « je serai bref », on applaudit, un léger goûter est servi avec un vin d'honneur : voilà l'exercice de célébration accompli, la carrière couronnée, pas vraiment besoin de lire le livre. Dans le cas de Vaugeois, les choses se sont déroulées un peu différemment.

Une controverse

Il faut dire que, comme personnage, Denis Vaugeois ne laisse pas sa place. Peu adepte de la langue de bois, on aura pu apprécier les talents de conteur de l'historien dans ses apparitions télévisuelles, et on aura su rester perplexe lors de son passage récent à l'émission de Marie-Louise Arsenault sur les ondes de Radio-Canada.

Durant ces quelques longues minutes, Vaugeois aura eu le temps de dire que l'antisémitisme était « un mystère », que les pensionnats autochtones n'étaient « pas une réalité québécoise » et que le député Romeo Saganash n'avait « pas vraiment » fréquenté un de ces établissements (c'est faux). Il n'en fallait pas plus pour que certains lui reprochent d'être un peu gâteux, voire de donner cette vieille version de l'histoire nationale qui hante encore les corridors de nos augustes institutions.

Force est d'admettre que ces reproches ne sont pas entièrement injustifiés. La lecture du *Denis Vaugeois* de Stéphane Savard nous montre souvent ce personnage adepte du roman national et romantique dans son rapport au peuple. Son souvenir décomplexé du duplessisme, son élitisme aussi, qui lui fait célébrer les collègues classiques qui auraient « permis à des jeunes de devenir les réformateurs des années 1960 » (en laissant la majorité moins fortunée sans éducation supérieure, rappelons-le), son apologie d'un Québec « métissé » plus fictif que réel, sa défense du Québec de souche, qui serait dans une sorte de compétition avec d'autres groupes ethniques : tous ces éléments nous donneraient parfois envie de mettre un coup de mailloche au vieux siffleux, ou du moins de lui dire de dégager enfin qu'on respire dans cette triste province dont le récit historique ressemble trop souvent à une tableée de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Mais...

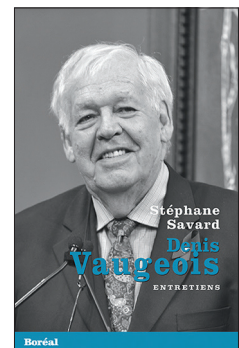
Pourtant, Vaugeois a quelque chose comme une dégaine, un bagout de vendeur de chars qui le rend éminemment sympathique. C'en est énervant, mais il a le chic d'entremêler anecdotes et récit historique, même lorsqu'il tombe dans ses rengaines. C'est encore mieux quand il justifie sa lecture d'une histoire nationale fondée sur la diversité. « [L]e sentiment identitaire, pour moi, ce n'est pas un repli sur soi, c'est le contraire, il est inclusif », écrit-il.

Cette inclusion a ses limites, bien sûr, Vaugeois a beau avoir travaillé sur les Hurons ou les juifs, sa perspective reste indéniablement collée à celle du Canada français. On a bien sûr envie de hurler quand il écrit « Quand je fais de l'histoire, je ne fais pas de politique » tant tout, au contraire, est politique chez lui, mais le nationalisme de ses travaux (dont il tente de se dégager) n'est pas tout à fait celui de ses successeurs.

En effet, à travers cette autobiographie intellectuelle se découvrent des inspirations ouvertes et diversifiées, le jeune Vaugeois allant s'abreuver tant du côté de l'École de Montréal avec les Maurice Séguin, les Marcel Brunet et les Guy Frégault (des historiens néo-nationalistes), que du côté de l'Université Laval avec les Fernand Ouellet ou les Marcel Trudel (des historiens sociaux plutôt critiques du nationalisme).

On comprend alors mieux la désinvolture du Vaugeois de Radio-Canada. Le vieux con qui s'est présenté au micro de Marie-Louise Arsenault ce jour-là avait derrière lui toute une culture de liberté et de contradiction qui peut paraître décalée à l'ère de l'indignation rapide.

La lecture du *Denis Vaugeois* de Stéphane Savard nous montre au contraire l'idéal humaniste derrière ce ton bourru et la grossièreté de certaines de ses affirmations. Il y a là un parti pris pour un « nous » québécois et francophone, certes, mais ce parti pris devient aussi la base d'une reconnaissance de l'autre à travers une sorte de noble combat d'escrime. On aimerait bien sûr que ses successeurs aient ce côté chevaleresque, que le nationalisme ne soit pas devenu cette fosse sans dialogue où s'enferme l'identité pour y mourir, mais ça, c'est une autre histoire. ♦



☆☆☆
Stéphane Savard
Denis Vaugeois
Montréal, Boreál
2019, 376 p., 29,95 \$

Un nouvel éclairage sur le suffrage féminin au Québec

Evelyne Ferron

Tandis que le féminisme et les luttes des femmes en général pour l'égalité sont devenus des thèmes phares des récentes études historiques, la question du suffrage féminin au Québec a quant à elle été relativement laissée de côté. Et si on se penchait sur cette histoire, trop souvent vue sous l'angle de la résistance de l'Église, avec de toutes nouvelles perspectives ?

L'historienne Denyse Baillargeon n'a plus à faire ses preuves dans le domaine de la recherche détaillée, pour ne pas dire raffinée, sur l'histoire des femmes au Québec. Pouvait-elle nous revenir avec une étude novatrice sur le même sujet ? Son nouvel opus *Repenser la nation : l'histoire du suffrage féminin au Québec*, nous démontre ses capacités à fouiller les archives et à relire des ouvrages majeurs de l'historiographie féministe, dans le but de nous livrer une histoire étonnamment peu traitée, qui est celle du contexte alambiqué des luttes pour le suffrage féminin au Québec. Confrontées à la fois à une vision très conservatrice de la femme de la part des représentants de l'Église catholique, mais aussi à des hommes politiques qui craignaient qu'elles ne viennent bousculer l'ordre sociopolitique, les femmes québécoises ont eu à trouver diverses solutions pour démontrer leur légitimité dans la sphère politique, qui passait à priori par l'obtention sans condition du droit de vote. Avec ce nouvel essai, Denyse Baillargeon tente de dépasser ce cadre théorique de base, en nous plongeant dans le contexte socioéconomique des Québécoises à partir de la fin du XVIII^e siècle – incluant pour une rare fois les femmes autochtones –, qui nous sert de boussole pour mieux comprendre les embûches que les militantes ont dû affronter.

qui remplissent les conditions de propriété requises peuvent voter. Expliquer ce parcours particulier des Québécoises, qui fait que de préceuses en matière de suffrage elles se retrouvent ensuite en queue de peloton, constitue l'objet central de ce livre.

Pour y parvenir, l'historienne a dû s'intéresser au thème plus large des luttes des femmes pour l'égalité dans la société québécoise et canadienne, mais aussi au sujet du militantisme féminin sous un éclairage plus intime, et enfin à la question des tensions et différences de perceptions qui l'ont caractérisé. Ce livre n'est donc en rien une révision, mais bien une nouvelle approche intellectuelle dans ce domaine.

Avant les rébellions des Patriotes

Cet essai suit un plan chronologique essentiel à la compréhension de l'évolution de la situation des femmes du point de vue politique et social, mais il est à noter que les chapitres sont également divisés en thématiques associées au découpage périodique. Nous commençons de ce fait notre périple par « Les pionnières du suffrage », qui nous permet de mieux comprendre dans quelles circonstances légales certaines femmes du Québec ont pu exercer un droit de vote jusqu'aux révolutions des Patriotes.

La possibilité de se marier en séparation de biens en signant un contrat de mariage devant notaire avant la noce, une disposition qui n'existe pas dans le droit anglais, permet aussi à un certain nombre de femmes mariées d'être propriétaires en titre, et donc de voter, tout comme le statut de marchande publique, qui autorise celles qui en bénéficient à gérer leurs affaires commerciales de manière indépendante.

Ce livre n'est donc en rien une révision, mais bien une nouvelle approche intellectuelle dans ce domaine.

L'autrice explique dès le départ la complexité de sa démarche, précisant que la question très pointue du suffrage féminin, bien qu'abordée dans moult articles scientifiques et chapitres de livres d'histoire, n'a jamais véritablement fait l'objet d'une synthèse, à l'exception de la thèse de doctorat sur le suffrage féminin au Canada d'une spécialiste américaine du nom de Catherine Lyle Cleverdon, dans les années 1940. Ce manque d'études riches et détaillées sur la lutte pour le droit de vote au Québec explique en partie pourquoi bien des gens ignorent que les femmes propriétaires ont pu se prévaloir de ce droit à partir de l'Acte constitutionnel de 1791.

Si Denyse Baillargeon avait esquissé ces droits dans son précédent ouvrage intitulé *Brève histoire des femmes au Québec* (Boréal, 2012), elle ose ici détailler davantage les conditions sociales, économiques, politiques et même régionales qui ont favorisé le droit de vote de 1791 à 1849. L'historienne a notamment épluché les cahiers de scrutin de cette époque, qui lui ont permis de dresser un certain portrait de ces femmes restées anonymes dans notre histoire. Cet important chapitre se termine par un coup de masse contre les femmes : les revendications des Patriotes contre l'action politique féminine, qui ont commencé lors de l'élection partielle de 1832 dans Montréal-Ouest. Nous voyons ainsi pourquoi et comment les membres du Parti patriote, Louis-Joseph Papineau en tête, ont négocié la fin du droit de vote pour

Pourtant, les Québécoises sont les pionnières du droit de vote au Canada, puisque, durant la première moitié du XIX^e siècle, celles

les femmes propriétaires, qui s'est officiellement concrétisée lors de la réforme électorale de 1849.

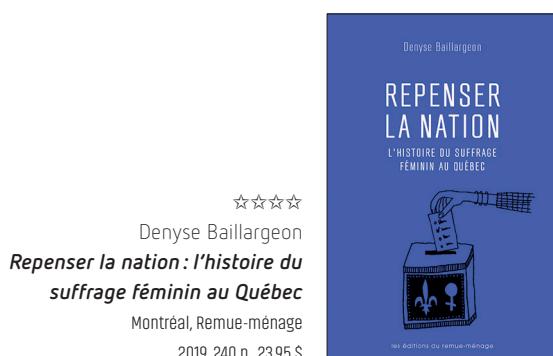
Regagner une voix et des droits

Les chapitres subséquents sont organisés de manière à nous faire comprendre les réalités sociales et culturelles des femmes après 1849, incluant les Autochtones, et comment certaines d'entre elles ont embrassé le militantisme afin de faire entendre leur voix sur la scène publique, plus particulièrement par le biais de l'écrit. Le livre nous permet à cet égard de découvrir de courtes biographies, présentées dans des encadrés à divers endroits, de militantes moins connues de notre histoire, qui ont œuvré pour l'obtention du droit de vote et d'une égalité civile. Citons en exemple les portraits de Lady Ishbel Aberdeen, fondatrice du Conseil national des femmes du Canada, et Florence Fernet-Martel, qui collaborait entre autres à l'émission *Fémina* sur les ondes de la radio publique dans les années 1930.

Denyse Baillargeon réussit ici un coup de maître avec un essai dense en regard du contenu, mais aussi ludique et instructif.

Au gré des confrontations et au fil des décennies, l'historienne doit aussi nous plonger dans les subtilités de la loi et du Code civil, qu'elle marie habilement à l'histoire plus générale des luttes des femmes, nous permettant de nous éloigner de la vision religieuse des résistances au suffrage féminin. Les réactions souvent hostiles, misogynes et arriérées de certains politiciens, journalistes et caricaturistes sont par ailleurs bien mises en évidence dans la présentation des obstacles rencontrés par les militantes et sont parfois corroborées par des caricatures ou des publicités d'époque, qui viennent ajouter au réalisme des faits décortiqués.

Denyse Baillargeon réussit ici un coup de maître avec un essai dense en regard du contenu, mais aussi ludique et instructif grâce aux ajouts de biographies et de documents visuels, qui dépoussièrent quelque peu le style historique traditionnel. La recherche d'archives documentaires pour parvenir à aller au-delà de l'histoire déjà connue des luttes pour l'obtention du droit de vote au Québec est d'une grande qualité et confère à cet essai une originalité, celle de faire sortir de l'anonymat des femmes qui ont souvent travaillé dans les coulisses des mouvements de revendications, mais dont le rôle a été essentiel. ♦



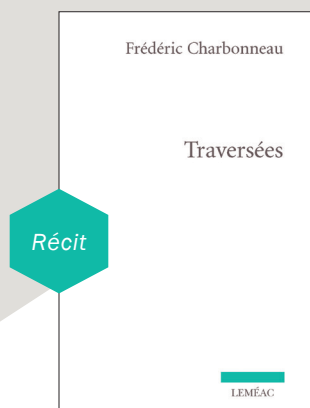
☆☆☆☆

Denyse Baillargeon

Repenser la nation : l'histoire du suffrage féminin au Québec

Montréal, Remue-ménage

2019, 240 p., 23,95 \$



Récit

FRÉDÉRIC CHARBONNEAU

Traversées

« Le narrateur englué dans un mal-être cherche à reconstituer son passé, à traverser sa mémoire, dans l'espoir de se reconnaître et se retrouver. [...] Cet amalgame de souvenirs forme un récit intime qui pose un regard singulier sur le monde. »

Isabelle Beaulieu et Alexandra Mignault, *Les libraires*

CAROLINE DEVOST

Les chimiques

« Ça m'a vraiment intéressé. [...] [À travers la fiction, Caroline Devost] sensibilise le lecteur aux dangers des déchets nucléaires sur la population. »

Valérie Tremblay, CIBL, *Au pied du lit*



Roman



Roman

STÉFANI MEUNIER

La plupart du temps je m'appelle Gabrielle

« Avec une sobriété remarquable, l'écrivaine québécoise sonde les travers de l'âme et expose la détresse dans toute son humanité : altérée par les rires, l'éclat bouleversant du bonheur, la fierté de mettre un pied devant l'autre, le soulagement de la confiance naissante. »

Anne-Frédérique Hébert-Dolbec, *Le Devoir*

Société de développement des entreprises culturelles

Québec

LEMÉAC